

La loi de 1973.

Je ne peux pas aller dans une réunion publique sans qu'un participant ne se dresse pour me parler de la loi de 1973, dite "Pompidou-Rothschild", qui aurait permis aux banquiers de s'enrichir grassement sur le dos de l'Etat et de la population.

La thèse semble être qu'avant cette loi funeste, l'Etat français pouvait emprunter gratuitement à la Banque de France (BDF), ce qui lui aurait été interdit après, et que ce serait un gros scandale.

Cette croyance, qui semble partagée autant par une partie de la droite française que par l'extrême gauche de notre beau pays (Mélenchon), outre qu'elle semble impliquer un fonds assez fort d'antisémitisme, me laisse complètement pantois tant elle est stupide et je vais essayer d'expliquer pourquoi dans les lignes qui suivent.

Depuis 1936 et la réforme de la BDF, le gouvernement français pouvait emprunter dans des limites assez strictes 10 milliards de francs (si mes souvenirs sont exacts) sans payer d'intérêts sur ces emprunts et avait donc un espèce de facilité de trésorerie auprès de la BDF.

En 1973, Giscard et le Gouverneur de l'époque reformèrent la BDF, qui en avait bien besoin, et changèrent un certain nombre de choses mais très curieusement ne touchèrent pas à cette facilité qui ne fut supprimée qu'en 1992 puisqu'elle était en contradiction avec le traité de Maastricht. Ceux qui ont supprimé cette faveur que la BDF accordait à l'état ne furent donc pas Pompidou et Giscard mais Mitterrand et Delors, et les Rothschild, dont la banque à l'époque était nationalisée après avoir été au bord de la faillite, n'avaient pas grand-chose à voir dans le Schmilblick.

Mais cette croyance, largement répandue, indique une méconnaissance assez grave de la façon dont une économie fonctionne, ce qui est infiniment plus embêtant.

La première des incongruités est de croire qu'en économie la gratuité existerait.

Chacun se souvient de la phrase immortelle de monsieur Hollande, notre précédent Président, annonçant doctement alors même qu'il avait enseigné l'économie à Sciences-Po (pauvres élèves, tout s'explique) que « *ça ne coûtait rien puisque c'est l'Etat qui paye* », ce qui avait fait rigoler tout le monde.

Eh bien, ceux qui croient que si l'état ne paye pas de taux d'intérêts, cela veut dire que les emprunts sont gratuits, ont une compréhension de l'économie à peu près équivalente à celle de Flanby, et je vais essayer d'expliquer pourquoi.

Qu'est que donnait la BDF au gouvernement en échange des bouts de papiers colorés (les titres des emprunts que le gouvernement livrait à la BDF ?

Réponse : de l'argent frais.

Et d'où sortait cet argent frais ?

Réponse : de la planche à billets.

Et donc la masse monétaire augmentait et avec elle l'inflation.

Et qui souffrait de l'inflation ?

Réponse : les épargnants français, qui payaient donc en fait cette fameuse gratuité et qui voyaient leur épargne détruite, ce dont ne souffrait absolument pas les fonctionnaires dont les salaires étaient indexés sur l'indice de prix de détail et qui, ayant des emplois à vie, n'avaient pas besoin de se constituer une épargne...

Cette miraculeuse gratuité n'était donc en fait qu'un transfert de richesse des épargnants vers les fonctionnaires et ceux qui parlent encore de cette foutaise montrent simplement qu'ils ne comprennent rien de rien l'économie, ce qui ne surprendra aucun des lecteurs de l'IDL.

La deuxième imbécillité est de dire que du coup la France souffrirait de ce que ces génies appellent « la dictature des marchés financiers »

Pour ne pas subir la dictature des marchés financiers, il existe une solution très simple qui est de ne pas emprunter : en Suisse, en Suède, en Allemagne, personne ne parle de la tyrannie des marchés financiers et c'est bien normal puisque ces pays sont en excédent budgétaire.

Par une amusante ironie, le dernier budget en équilibre voté par nos Solons le fut en ...1973 et depuis nos affaires ont toujours été gérées par des gens que NOUS avons élus et dont nous savions TOUS qu'ils nous mentaient. Il suffit de se souvenir de la formule du regrettable Président Chirac : « *Les promesses électorales n'engagent que ceux qui les ont cru* » pour se rendre compte du mépris que les coquins que nous élisons ont pour nous.

Et donc nous n'avons eu QUE des déficits depuis 45 ans... parce que nous avons cru que la croissance du poids de l'Etat dans l'économie était une bonne chose, mais que nous refusions de payer pour cette très bonne idée.

Et comment ces déficits perpétuels ont-ils été financés ?

En émettant de la dette bien sûr.

Et qu'est-ce que la dette étatique ?

La science financière nous dit que la dette étatique, ce n'est que la somme des impôts que nous aurions dû payer et que nous avons refusé de payer, préférant laisser cette charge à nos enfants ou petits-enfants.

Et la dictature financière se manifeste quand les marchés commencent à se demander si nos petits-enfants accepteront de payer au motif que nous avons refusé de le faire

On voit déjà ce qui va se passer. Les jeunes français productifs ont une valeur marchande très forte l'international, très supérieure à celle qu'ils auront s'ils restent en France puisqu'il leur faudra rembourser cette dette.

Ils partiront-et partent déjà- à l'étranger, laissant sur place ceux qui n'ont pas de valeur marchande l'international et qui donc seront bien incapables de rembourser quoi que ce soit.

C'est ce que nos incompetents appellent la dictature des marchés financiers et qui n'est que le vote avec leur pieds des jeunes qui ne voient pas pourquoi la génération de Mai 1968, la plus bête de l'histoire de France devrait les mettre en esclavage pour s'assurer une vieillesse tranquille, après avoir dilapidé l'argent que leur parents leur avait laissé, et on les comprend.

En fait, les autorités politiques et les citoyens en France sont dans la position du drogué qui se plaint d'être dépendant de son dealer...

Et ce qui se passe en ce moment c'est simplement que cette note commence à être présentée et qu'il va falloir un jour vivre selon nos moyens.

Mais c'est là que les esprits faibles qui parlent de la Loi de 1973 font preuve d'une incroyable irresponsabilité.

Ce qu'ils veulent suggérer en disant que « c'est un scandale que la BDF ne puisse pas financer directement le déficit budgétaire » est que nous n'aurions aucun problème si la BDF assurait ce financement, et donc nous n'aurions plus de dictature des marchés.

Et donc ils confondent l'argent avec la richesse, ce qui est erreur quasiment enfantine.

Ce n'est pas parce que la masse monétaire augmenterait tous les ans pour financer des dépenses improductives que la quantité de richesse augmenterait dans le pays bien au contraire.

Et on le voit chaque jour au Venezuela, si cher à monsieur Mélenchon.

Je peux assurer le lecteur que la banque centrale du Venezuela, qui était un pays plus riche que la France en 1945, a financé totalement les imbécillités de Chavez et de Maduro, et que le seul résultat est aujourd'hui que la monnaie du pays ne vaut plus rien, que les gens meurent de faim et que trois millions de personnes ont traversé les Andes à pied pour aller ailleurs.

Et l'amusant est que dans l'histoire, la première fois que cela s'est produit, ce fut en France, sous la Régence avec le système de Law, et que cela donna l'occasion à Cantillon, un très grand économiste Irlandais d'être le premier à faire la distinction entre **richesse et argent**, que cela date de près de trois cent ans et qu'il y a toujours des ignoramus chez nous, trois cent ans après, pour expliquer que créer plus d'argent amène à plus de richesse.

Mais bien sûr, eux ils ne financeront que des dépenses productives parce qu'eux, ils connaissent le futur, ce qui est une autre ânerie, puisque le futur est inconnaissable.

J'ai donc le mépris le plus total pour tous ces gens qui me parlent de la Loi de 1973, parce que, ou bien ils ne savent pas et devraient se renseigner, ou ils savent, et donc savent qu'ils mentent.

Ce qui nous ramène à ceux qui nous gouvernent depuis cinquante ans.

La réalité est simple :

- Permettre la dette, c'est permettre aux politiques d'acheter les voix d'aujourd'hui avec l'argent de demain.
- Donner aux politiques la possibilité de lever des emprunts, c'est donner les clefs de sa cave à vins à un alcoolique.
- Croire qu'il existe quelque chose qui s'appelle la dictature des marchés, c'est soit être idiot, soit croire que les autres le sont.
- Financer l'Etat par la planche à billets, c'est la ruine assurée.

Et donc nos problèmes ne viennent pas du fait que nos élites ne connaissent rien à l'économie mais tout simplement du fait que nous sommes gouvernés par des crapules qui manipulent les électeurs en sachant très bien ce qu'ils font.

Et ces crapules ont monté un système qui est quasiment irréformable.

Toute une série de gens croient que « *le Calife est bon (le système) mais que le Vizir est mauvais (le personnel politique)* » et qu'il suffirait de changer le personnel politique, en mettant à leur place tartempion ou tartemuch et que tout irait mieux.

C'est complètement faux.

La seule solution est de changer le système en inscrivant dans la Constitution le Referendum d'initiative Citoyenne et de se débarrasser de ceux qui ont fait de la politique leur métier.

Il se murmure que le Président pourrait annoncer un referendum pour le même jour que l'élection au Parlement Européen. Je crains que nous n'ayons un referendum sur la cueillette des haricots verts ou le ramassage de escargots, sujets brûlants qui partagent les Français

S'il annonçait un referendum sur le RIC, alors je dirai « *Embrassons-nous Folleville, tout est pardonné* ».

Je vais sûrement être déçu en bien, comme disent nos amis Suisses.